

BULLETIN MONDIAL METROPOLIS

Juillet 2002

Volume 2

Metropolis : Bâtir l'avenir

Combattre le racisme et la discrimination

Rapports, événements et nouvelles des partenaires

Séminaire sur la diversité et l'identité

Réseau de recherche sur la participation politique

Nouvelles du réseau de recherche sur la migration en Asie-Pacifique

Les onze priorités de recherche de Metropolis Canada

MOT DE BIENVENUE

Howard Duncan

Chef de direction, *Projet Metropolis*
Citoyenneté et Immigration Canada

CE numéro du *Bulletin mondial Metropolis* est publié après une période particulièrement chargée qui a vu l'essor continu du projet Metropolis, l'élaboration du programme et la fébrilité à peine voilée qui règne lors des conférences annuelles. Il a également suivi le retrait du cofondateur du projet Metropolis, Meyer Burstein, du service public du Canada et, par conséquent, à son entrée en fonction de chef de direction du projet à Citoyenneté et Immigration Canada. Meyer poursuivra ses activités, avec Rinus Penninx, à titre de coprésident du projet international jusqu'à la conférence d'Oslo (septembre 2002). Il assumera ensuite la fonction de président honoraire en compagnie du cofondateur Demetrios Papademetriou. Le comité directeur international annoncera le successeur de Meyer à la suite de la réunion à Oslo. J'aimerais, au nom du comité directeur international et de celui du réseau Metropolis, exprimer ma reconnaissance pour l'ingénuité de Meyer, sa détermination inébranlable et sa gestion intelligente du projet depuis sa création en 1996 jusqu'à présent. Le fait que Metropolis soit devenu aujourd'hui le plus grand réseau au monde en recherche et politique en matière de migration et d'intégration atteste largement de sa réussite. Meyer nous manquera beaucoup à tous.

Metropolis s'est implanté dans d'autres régions du monde, il a davantage diversifié les sujets à l'étude et il est plus que jamais en mesure de contribuer aux débats sur la migration, l'intégration et la diversité. Un pas considérable a été franchi avec l'annonce d'un programme de recherche financé par la Population, Migration, and Environment Foundation (BMU). En effet, la fondation a accepté d'accorder un fonds annuel au projet Metropolis afin de soutenir les études pilotes sur des comparaisons transocéaniques *ex ante* dans deux domaines, soit « Les effets des politiques urbaines sur l'intégration des immigrants » et « Les possibilités et les limites des flux migratoires ».

Un appel de lettres d'intention a été suivi en juin par une demande de propositions provenant d'un grand nombre de demandeurs particulièrement enchantés. Nous prévoyons que ces études pilotes déboucheront sur des projets de recherche comparatifs, intégraux et internationaux soutenus par les conseils nationaux de la recherche, les fondations et d'autres établissements. Les résultats de ces travaux seront discutés et analysés par la collectivité internationale des politiques aux conférences et aux séminaires Metropolis. Nous considérons cette situation comme une étape importante répondant aux espoirs exprimés lors de notre première conférence à Milan (1996), à savoir que le projet Metropolis doit raffermir sa capacité à mener une recherche internationale concertée en ayant directement recours aux responsables des politiques mondiales dans ce domaine.

En termes géographiques, nous sommes en mesure d'accueillir, au comité directeur international, les villes de Rotterdam, de Vienne et de l'Asia-Pacific Migration Research Network (APMRN). Toutes ces villes sont d'importants ajouts. Le fait que nous puissions engager des responsables des politiques municipaux est un aspect qui trouvera probablement un écho encore plus favorable grâce à la représentation de deux villes européennes : Rotterdam, qui a accueilli une conférence annuelle, et Vienne qui, nous l'annonçons avec plaisir, sera l'hôte de la conférence de 2003.

Nous attendons avec impatience la Septième conférence internationale Metropolis qui se déroulera du 9 au 13 septembre. Elle offre plus de 80 ateliers et séances plénières sur d'importantes questions comme les répercussions de la politique migratoire après les attaques du 11 septembre, les discussions continues de la collaboration internationale sur la gestion de la migration, l'appui théorique vis-à-vis du multiculturalisme comme moyen d'assurer une intégration réussie, les villes comme lieu d'intégration, la persécution fondée sur le sexe et la santé liée à la migration. Cela contribuera à en faire un événement fort précieux et stimulant pour les responsables des politiques, les chercheurs comme les praticiens.

BÂTIR L'AVENIR

LES organisations sont continuellement confrontées à des choix – de revoir les orientations, de confirmer les mandats établis et les façons de fonctionner, d'apporter des ajustements mineurs ou d'effectuer des changements importants. Refuser de réévaluer peut semer les germes de la stagnation et une réévaluation inutile peut engendrer une errance sans but. Metropolis a constamment cherché l'amélioration dans la planification et les activités afin de renforcer le réseau et les valeurs de ceux pour lesquels nous travaillons.

Notre objectif a longtemps été celui de favoriser la recherche des valeurs et l'application des responsabilités politiques en matière de migration et de ses effets sur nos sociétés. Cette recherche doit nous permettre de gérer la migration au mieux des intérêts de la société-hôte et des migrants qui s'y sont installés. Depuis nos débuts en 1996, nous avons fait des progrès notables. Notre réseau s'est développé en nombre et géographiquement au point que nous passons à présent pour le plus important réseau du monde dans ce domaine. Nous nous sommes attaqués à un plus large éventail de problèmes, attirant ainsi plus que jamais de nouveaux membres et participants à nos événements. Nous avons commencé à affecter des fonds aux chercheurs à l'aide du programme de Population, Migration and Environment Foundation (BMU), lequel démarre cette année. De plus, nous avons créé une tribune, *Revue de l'intégration et de la migration internationale*, destinée aux publications impartiales et dont les communications portent à la fois

sur la recherche et les politiques. Avec chacune de ces interventions, nous nous sommes sentis en mesure d'affermir notre prise de décision.

En développant notre réseau et en lui donnant une portée significative, nous avons été capables de mieux mobiliser les intervenants autour de la question de la migration. Le nombre sans cesse croissant de participants à nos conférences en est une preuve tangible. Nous sommes satisfaits de l'intérêt continu dont font preuve les membres actuels et potentiels en accueillant ces événements. En fait, la seule et unique question qu'il faut poser est celle-ci : faut-il utiliser encore davantage cette extraordinaire capacité de maillage? Nous tentons de mettre à la disposition des chercheurs, des responsables des politiques et du grand public qui s'intéresse à ces dossiers le réseau et l'infrastructure relevant du comité directeur international et du Secrétariat international. Ainsi, nous sommes attentifs à ceux à qui, dans notre réseau, il incombe d'établir les objectifs stratégiques en matière de politique et d'organiser l'agenda de recherche. Nous proposons, à ceux qui souhaitent en profiter, un forum fiable, en possession de ses moyens et politiquement neutre. Toutefois, nous avons hésité à devenir nous-mêmes des leaders, c'est-à-dire à enclencher de sérieuses discussions avec les nombreux et divers spécialistes avec qui nous sommes associés. Or, en raison de l'ampleur que prend Metropolis, le leadership pourrait s'avérer la prochaine étape à entreprendre.

(suite en page 4)



Numéro spécial de la Revue de l'intégration et de la migration internationale

Bien qu'elle ait été diffusée à l'automne 2002, la *Revue de l'intégration et de la migration internationale* (RIMI) est heureuse d'annoncer la publication d'un numéro spécial sur la diversité des immigrants et la participation politique dans *Sélection des villes nord-américaines et européennes*. Fruit d'une collaboration spéciale réunissant les D^{rs} Anver Saloojee et Anja van Heelsum, ce numéro spécial propose d'explorer des problématiques importantes, notamment la façon dont un nouvel arrivant prend part à la vie civique.

Pour commander un exemplaire de ce numéro spécial :
par courriel, jimi@ualberta.ca, ou par téléphone, +1(780) 492-0635.



Huitième conférence internationale Metropolis

Vienne 2003

PLUTÔT que d'établir un agenda axé sur les problèmes, cette conférence définira les possibilités qu'une approche favorisant l'accueil de l'immigration peut apporter aux pays d'origine et d'accueil. Il est à espérer que ce point de vue pourra mener à une recherche et une politique qui permettront de promouvoir la prospérité économique et sociétale pour les migrants et leurs nouvelles et anciennes communautés.

Les thèmes abordés dans le cadre des ateliers exploreront les questions ayant trait au rapport existant entre la migration et le développement; au rôle que les gouvernements du pays d'origine peuvent jouer pour faire en sorte que la migration de sortie profite à ses communautés et que les ressortissants étrangers soient protégés, quel que soit le pays vers lequel ils migrent; aux avantages de se doter de politiques fixes sur la migration dans le système international d'asile; aux enjeux liés à une population vieillissante et ses effets sur la politique en matière de migration; à la dispersion régionale des immigrants visant à soulager la concentration excessive en milieu urbain et ses avantages éventuels; à la migration et l'économie du marché noir; à l'élan vers un accord sur la migration générale ou internationale et, enfin, au problème perpétuel de l'extrême droite et sa cible favorite, l'immigration.

Les appels de propositions d'atelier sont affichés dans : www.international.metropolis.net

(suite de la page 3)

Force est de constater que le dossier de la migration prend une grande importance, touche le discours politique au quotidien et affecte le sort des politiciens et de leur parti. Les questions relevant de ce dossier portant à la fois sur le flot des individus et sur le traitement réservé aux nouveaux arrivants dans leur nouvelle société. Examinez simplement ces exemples, puisque ces points seront repris à la conférence d'Oslo et dans le cadre d'autres rencontres Metropolis :

- L'immigration et les déficits démographiques imminents;
- L'appartenance sociétale étendue des immigrants et des réfugiés;
- La gestion des défis auxquels est confronté à présent le système d'asile international;
- Le trafic et le passage de clandestins assistés à l'échelle internationale;
- Le lien existant entre la migration et le développement économique, social et humain;
- Les effets de l'émigration sur les communautés et sur l'économie du pays d'origine;
- La concentration continue des populations dans les grands centres urbains; et,
- La façon de composer avec la réalité du pluralisme religieux dans les démocraties libérales.

Au cours des dernières années, alors que Metropolis a résolu un plus large éventail de problèmes, la plupart notamment en conformité avec la nature du mouvement international des personnes, il n'a cessé de revenir à l'essentiel, à savoir comment les communautés peuvent le mieux intégrer les immigrants pour gérer, en fonction d'un bénéfice mutuel, les défis sociaux inhérents à l'immigration à grande échelle et les ouvertures qu'elle offre à notre culture et à notre économie. L'actuel durcissement des attitudes vis-à-vis de la migration et la réception des réfugiés illustrent à quel point notre travail est d'une absolue nécessité. À vrai dire, il suggère que nous commençons à assumer un rôle de leadership.

COMMENTAIRE



L'Honorable António Vitorino
Commissaire, Justice et Affaires intérieures
Commission européenne

L'INTÉGRATION des migrants, à la fois économique et humanitaire, représente un défi de taille pour nos sociétés. En réalité, la réussite de notre politique en matière d'immigration dépendra de la réussite de nos politiques en matière d'intégration. Nous devons construire un contrat de valeurs entre nos sociétés et les communautés ethniques qu'elles reçoivent. C'est là une question qui nous touche tous.

Nous devons accueillir des immigrants et respecter la diversité de chacun dans sa culture, sa religion et ses traditions. Parallèlement, les immigrants proprement dits doivent accepter nos valeurs traditionnelles telles qu'elles ont été définies dans la Charte européenne des droits fondamentaux : respect de la démocratie, de la liberté, des droits de l'homme, de l'égalité entre les hommes et les femmes et la liberté religieuse. Ces valeurs ne peuvent sous aucun prétexte être remises en question. La devise est « la diversité dans l'unité ».

Dans l'intérêt du renforcement des politiques d'intégration, la commission a également proposé, dans sa communication au Conseil et au Parlement européen sur l'immigration en novembre 2000, que la discussion soit amorcée sur un concept lié à la citoyenneté civique, lequel pourrait être élaboré pour les ressortissants des pays tiers. Cela comprendrait un ensemble de droits et de responsabilités (par exemple, égalité dans le traitement social, économique et politique) dans des secteurs rattachés aux conditions de travail et au droit de vote aux élections municipales. Ce concept s'inspirerait du Traité des Communautés européennes et de la Charte des droits fondamentaux susmentionnée.

Concernant le partenariat avec les pays d'origine, la commission continuera de soutenir les pays tiers et d'établir un dialogue sur l'impact de l'émigration dans les pays et sur une meilleure gestion des flux migratoires des pays de l'Union européenne. Le Conseil européen de Séville a solidifié ce processus. Compte tenu des nouvelles tendances observées dans les mouvements migratoires sous l'influence de la mondialisation, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique dynamique et multidimensionnelle qui favorisera la valeur de la dualité culturelle propre aux immigrants (par exemple, le soutien financier des projets d'immigrants dans leur pays d'origine, l'aide au retour).

(suite en page 6)

RÉSEAU FRANCOPHONE

METROPOLIS entreprend actuellement les toutes premières étapes de développement d'un réseau international francophone. Jusqu'à présent, les universitaires et les fonctionnaires du Québec et le reste du Canada, de la France, de la Belgique et de la Suisse ont manifesté un intérêt marqué pour la création d'un forum visant à examiner les questions propres à la communauté francophone. Les parties intéressées se rencontreront à la conférence d'Oslo en septembre 2002 pour identifier les champs d'intérêts communs et les problématiques liées à la recherche en matière de politique pour discuter de la création d'un réseau virtuel en ligne.

Pour de plus amples renseignements : www.international.metropolis.net/reseau.htm

Il est évident que les événements de septembre 2001 ont souligné la nécessité de renforcer la sécurité en Europe. J'ai déjà examiné, à la lumière de ces faits, l'ensemble de nos propositions sur l'immigration et l'asile pour m'assurer que nous tenions compte des aspects touchant la sécurité. Toutefois, renforcer la lutte contre le terrorisme ne doit pas compromettre l'intégrité de nos politiques en matière d'immigration et d'asile. Ou plus particulièrement, elle ne doit pas gêner l'évolution importante de nos politiques nationales en matière d'intégration. L'immigration est une réalité et il serait erroné de croire que la guerre au terrorisme aura un effet dissuasif sur les migrants qui viennent en Europe à la recherche de travail ou pour échapper à la persécution. L'immigration illégale ne sera pas éliminée uniquement par l'accès accru à l'immigration légale, mais celle-ci peut contribuer d'une manière positive au développement de notre société. L'immigration ne tient pas du miracle et elle ne peut résoudre le déficit démographique. Il ne s'agit pas non plus d'une série de problèmes insolubles. C'est l'une de nos réalités d'aujourd'hui qu'il nous faut gérer du mieux que nous le pouvons dans notre propre intérêt et dans l'intérêt des pays d'origine de nos immigrants.

La migration est sans aucun doute un phénomène d'actualité. Nous ne nous déroberons pas à nos responsabilités en tant que nations nanties en venant en aide aux victimes de l'oppression ou en prenant part à la lutte contre la pauvreté, laquelle est souvent la cause profonde de la migration. Cet aspect a d'ailleurs été particulièrement bien mis en évidence à la conférence des Nations Unies qui se déroulait à Monterrey au Mexique en mars 2002.

Pour atteindre nos objectifs, il nous faut évidemment être conseillés et soutenus de la part des autres organisations qui possèdent une expérience considérable. Nous devons multiplier les partenariats, avec les pays d'origine, avec les organisations des migrants et, évidemment, avec les États membres. Nous serons alors en mesure d'aborder, comme il se doit, les questions que je viens de soulever. ment être conseillés et soutenus de la part des autres organisations qui possèdent une expérience considérable. Nous devons créer un nombre de partenariats. Un partenariat avec les pays d'origine, un partenariat avec les organisations des migrants et, non le moindre, un partenariat avec les États membres. Alors, nous serons en mesure d'aborder, comme il se doit, les questions que je viens de soulever.

SIXIÈME CONFÉRENCE NATIONALE METROPOLIS

Le Centre d'excellence des Prairies (PCERII) accueillera la Sixième conférence nationale Metropolis en mars 2003.

La conférence se concentrera sur des thèmes connexes ayant trait à la dispersion régionale, à la dépopulation et au développement économique.

C'est un rendez-vous du 21 au 25 mars 2003 à Edmonton en Alberta.

Veuillez noter cette date dans votre agenda!

PCERII vous invite à participer à l'atelier, à proposer des sujets en vue des séances plénières et à faire part de vos idées aux conférenciers d'honneur lors de la conférence.

Pour de plus amples renseignements ou pour nous proposer vos suggestions,

veuillez écrire à kmckean@ualberta.ca,

envoyer une télécopie au +1(780) 492-2594

ou consulter le site Web du PCERII : <http://pcerii.metropolis.net>

PARTENAIRES

Allemagne

Réforme de l'immigration en Allemagne

Rainer Münz
 Professeur en démographie
 à l'Université Humboldt à Berlin
 en Allemagne. M. Münz a siégé
 à la commission sur la réforme
 de l'immigration
 (Süssmuth Commission)
 rainer.muenz@sowi.hu-berlin.de

AU cours des dernières décennies, l'Allemagne a reçu et absorbé plus d'immigrants qu'aucun autre pays d'Europe ne l'a fait. Aujourd'hui, l'Allemagne compte 83 millions d'habitants, dont 7,3 millions sont des ressortissants étrangers (5,7 millions nés à l'étranger et 1,6 millions nés en Allemagne); environ un million sont des Allemands d'origine étrangère et quelque 3,2 millions sont des immigrants allemands de souche. C'est dire que la population née à l'étranger d'Allemagne (12 p. cent) est supérieur au partage, aux États-Unis, de la population née à l'étranger (10 p. cent).

Jusqu'en 2000, la plupart des politiciens, ainsi que le public, ont insisté pour que l'Allemagne ne soit pas un pays d'immigration et qu'elle n'en devienne pas un. En juillet 2000, le gouvernement fédéral (une coalition formée du parti social-démocrate et du parti vert) a décidé d'instaurer une commission

indépendante sur la réforme de l'immigration, dirigée par Rita Süssmuth, ex-présidente du Parlement allemand. Dans son rapport final, publié en juillet 2001, la commission Süssmuth conclut que l'Allemagne aura besoin d'immigrants pendant tout le 21^e siècle et qu'il faut, par conséquent, modifier les paradigmes dépassés en reconnaissant officiellement le rôle de l'Allemagne comme celui de pays d'accueil pour les immigrants.

En 2001, en réaction aux délibérations de cette commission fédérale sur la réforme de l'immigration, les partis politiques d'envergure ont fait leurs propres propositions sur l'immigration. En août 2001, Otto Schily, ministre de l'Intérieur du gouvernement fédéral de l'Allemagne, a finalement publié son nouveau projet de loi consistant à réglementer la migration, l'intégration et l'asile. Ce projet reprend la plupart des suggestions faites par la commission fédérale sur la réforme de l'immigration, quoiqu'elles soient plus restrictives que les propositions initiales. La loi fut adoptée par le Parlement allemand en mars 2002 après des débats très vifs. En particulier, les formalités de vote à la Chambre fédérale ont été contestées et le demeurent. La loi a été signée par le président allemand et entrera en vigueur en janvier 2003. Le Tribunal constitutionnel, toutefois, devra décider de la constitutionnalité des suffrages exprimés par l'État du Brandebourg à la Chambre fédérale. La nouvelle loi comporte des dispositions touchant :

- L'admission de personnes hautement qualifiées et de nouveaux entrepreneurs commerciaux, au moyen d'une évaluation individuelle et sans contingentement. Ces personnes auront droit à la résidence permanente en Allemagne dès leur admission;
- Un nouveau système de recrutement d'immigrants économiquement actifs, reposant sur un système de points (à la canadienne) d'admission (dès 2003);
- Les candidats des prochains États membres de l'UE, qui auront la priorité dans le processus de sélection;
- L'établissement d'un nouveau bureau fédéral de la migration et du droit d'asile, et Conseil consultatif sur la migration;
- Le recrutement d'une main-d'œuvre composée de migrants pour une période au départ limitée allant jusqu'à cinq ans;
- Le recrutement des étudiants étrangers ayant complété leurs études en Allemagne, qui pourront y travailler en autant que l'administration du marché du travail l'approuve, d'une part, et d'autre part, pourront poursuivre leur résidence en Allemagne dans le but de chercher un emploi;
- Après avoir fini leurs études en Allemagne, les étudiants étrangers seront en mesure de travailler en Allemagne, en autant que l'administration du marché du travail l'approuve. En outre, les étudiants étrangers qui ont

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

terminé leurs études en Allemagne se verront accorder le droit de poursuivre leur résidence en Allemagne dans le but de chercher un emploi;

- De nouvelles dispositions à l'intention des migrants internationaux en recherche d'emploi seront mises en place. Celles-ci découlent de l'intégration du marché du travail allemand et des permis de résidence prévus à cet effet. Débutant en 2003, seuls deux types de permis de résidence existeront : le permis limité (avec possibilité de prolongation) et le permis de résidence permanente; et,
- L'accès au marché du travail allemand pour les réfugiés définis en vertu de la Convention de Genève.

En adoptant cette loi et ses mesures, l'Allemagne devient le premier pays d'Europe à recruter activement des immigrants et à se définir elle-même comme un pays d'accueil aux immigrants.

Pour télécharger la loi, le rapport et toutes les autres propositions : www.demographie.de/neu et www.migration-info.de

Asie-Pacifique

Asia Pacific Migration Research Network (APMRN)

L'ASIA Pacific Migration Research Network (APMRN) a été établi en 1995 en tant que projet de recherche sur le Management of



Social Transformations (MOST) – la gestion du programme des transformations sociales – dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le point central du projet concerne le rôle de la migration à long terme et la diversité ethnoculturelle croissante en tant que facteurs principaux dans la transformation sociale des communautés de la région Asie-Pacifique. L'APMRN vise à construire un réseau international de recherche qui alimentera des recherches interdisciplinaires sur les aspects politiques et sociaux de la migration internationale et la diversité ethnoculturelle croissante de la région. Le projet est conçu pour développer des capacités propres à la recherche, pour développer une connaissance empirique, d'autres travaux théoriques et méthodologiques en sciences sociales et pour fournir de l'information fiable et générale et des options à l'intention des responsables des politiques aux niveaux national et international.

L'APMRN est une organisation collective de chercheurs, composée d'organisations non gouvernementales et de responsables des politiques qui s'intéressent aux divers aspects de la migration. Chaque réseau régional de l'APMRN est dirigé par un coordonnateur régional doté de toute l'autonomie

nécessaire pour suivre les processus décisionnels. La recherche sur la migration est effectuée par des personnes œuvrant dans les réseaux et par un certain nombre d'institutions partenaires situées en Australie, au Bangladesh, en Chine, à Hong Kong, en Inde, en Indonésie, au Japon, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande, aux Philippines, en République de Corée, à Singapour, au Sri Lanka, dans le Pacifique (à partir des îles Fidji), à Taïwan, en Thaïlande et au Vietnam.

L'APMRN a traversé quatre étapes. La première étape correspondait à la fondation des réseaux de recherche sur la migration dans plusieurs des pays d'Asie-Pacifique, en 1996. La deuxième fut marquée par le renforcement de la capacité et une révision des connaissances existantes sur la migration, en 1997. La troisième étape, en 1998 et 1999, fut caractérisée par la place plus importante accordée au démarrage d'une nouvelle recherche empirique. Finalement, la quatrième étape fut marquée par un intérêt décroissant pour le réseau, au profit de l'analyse comparative et de l'élaboration d'une politique appropriée en matière de migration.

L'intérêt actuel porte davantage sur les projets multidisciplinaires et comparatifs des divers aspects de la migration. Citons en exemple une analyse de la dynamique propre à la migration irrégulière s'effectuant en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande et en Chine, laquelle est complétée d'un survol des protections et des politiques actuelles visant à la fléchir. Citons encore une étude sur la migration à rebours de migrants

au Vietnam, en Chine, en Australie, à Taïwan et au Bangladesh ainsi qu'une observation de la migration chez la femme en Chine, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande. C'est la Ford Foundation qui a financé ces études. Au nombre des nouveaux projets, comptons une enquête sur le rapport existant entre la migration et la pauvreté, le déplacement de l'évolution, de même qu'une enquête sur la participation accrue des migrants dans la société civile.

Outre les ateliers sur la migration dans le réseau APMRN, l'organisation a tenu quatre conférences internationales jusqu'à présent : Bangkok (1996), Hong Kong (1998), Tokyo (1999) et Manille (2001). Elle coordonne sa conférence aux îles Fidji en septembre 2002. En 2001, le réseau s'est développé pour accueillir des pays de l'Asie du Sud-Est. À présent, il cherche à élaborer de nouveaux réseaux de recherche sur la migration dans les îles du Pacifique.

L'adhésion au APMRN et à ses réseaux régionaux est gratuite et la coopération se fait à titre bénévole. Le président du APMRN est actuellement le professeur Vijay Naidu de l'University of the South Pacific, aux îles Fidji. Quatre vice-présidents du APMRN, lesquels représentent les régions de l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, du Pacifique et de l'Asie du Sud, dirigent le réseau.

Le travail quotidien du APMRN est coordonné par le Secrétariat, situé au Centre for Asia Pacific Social Transformation Studies (CAPSTRANS) à l'University of Wollongong en Australie. Celui-ci gère en grande partie le programme de la migration et des communautés multiculturelles de CAPSTRANS. Le directeur du Secrétariat est le professeur agrégé Robyn Iredale et

(suite en page 10)

NOUVELLE RECHERCHE

Politique, race et éducation : les politiques israéliennes en éducation pour les immigrants juifs éthiopiens de 1984 à 1992

*Fred A. Lazin, Université Ben Gurion, Israël
lazin@bgumail.bgu.ac.il*

CETTE communication analyse les politiques d'Israël qui ont géré l'absorption des enfants immigrants juifs éthiopiens dans les systèmes d'écoles publiques en Israël de 1984 à 1992. Des décisions d'ordre politique ont favorisé au plus haut point la ségrégation des enfants immigrants éthiopiens au sein d'un système scolaire public inférieur. Ils se sont vu refuser, à cause de cette attitude, une alternative quelconque, offerte à tous les autres immigrants juifs israéliens et soviétiques, à savoir d'aller dans une école appartenant à un système d'écoles publiques beaucoup grand, diversifié et supérieur sur le plan académique.

D'emblée, certaines questions se posent. La politique en matière d'éducation favorise-t-elle l'assimilation, l'ajustement ou l'intégration des élèves éthiopiens? Quels sont les effets à long terme de la politique éducative israélienne destinée aux Juifs éthiopiens en Israël? Les politiques qui cantonnent les élèves éthiopiens dans des écoles de moindre qualité et qui leur refusent les possibilités de s'instruire créent-elles une minorité marginalisée dont les membres perdent la volonté de réussir?

Dans une certaine mesure beaucoup plus considérable qu'aux États-Unis ou que dans plusieurs autres pays, les lobbys politiques, souvent dans le contexte d'une politique de coalition, ont dominé les politiques d'absorption en matière d'éducation en Israël. Par ailleurs, les considérations ethniques (parmi les Juifs) ainsi que la nationalité (entre Juifs et Arabes) ont toujours été une préoccupation incontournable dans le domaine de l'éducation. Les Éthiopiens, en tant que Juifs non blancs, ont été l'un des rares groupes à mettre la question raciale à l'ordre du jour.

(suite de la page 10)

la coordonnatrice du APMRN, Kerry Lyon. Le Secrétariat a un site (www.capstrans.edu.au/apmrn/) et publie des documents de travail et des bulletins. (apmrn@uow.edu.au)

L'APMRN, qui a récemment accepté de tisser des liens plus étroits avec Metropolis, a commandité, à Rotterdam à la conférence Metropolis en novembre 2001, une séance sur la migration en Asie-Pacifique, la politique et les réseaux transnationaux. De plus, il dirige un atelier conjoint avec Metropolis à Wollongong en février 2002.

Nouvelle-Zélande

Stephen Dunstan

Directeur du programme, recherche et évaluation pour la politique, Groupe de recherche et de développement du service d'immigration en Nouvelle-Zélande

LES recherches sur l'immigration en Nouvelle-Zélande sont menées sur plusieurs fronts et explorent des problématiques comme l'impact de la mondialisation,

l'incidence de ce phénomène sur l'établissement, et les dispositions quant à l'anglais, la langue officielle. Les recherches sont menées par des organismes et des individus, dont les gouvernements central et local, les autorités sanitaires et les universitaires.

Chaque année, la Nouvelle-Zélande perd des citoyens à cause de l'émigration lesquels sont alors, numériquement remplacés par de nouveaux migrants. Chaque année, des résidents nouvellement approuvés viennent former environ un pour cent de la population. De juillet 2000 à juin 2001, 45 011 personnes ont été approuvées pour une résidence en Nouvelle-Zélande, une nette augmentation par rapport aux 36 396 personnes approuvées l'année précédente. En outre, environ 92 000 personnes ont obtenu soit un permis d'étudiant soit un permis de travail. Ces chiffres représentent des flux importants de gens, surtout lorsque la population d'un pays se chiffre seulement à environ 3,8 millions.

Le nouveau service d'immigration du ministère du Travail de la Nouvelle-Zélande (NZIS) entreprend des

recherches afin d'alimenter l'élaboration d'une politique d'immigration et des services propres à l'établissement. Le programme des nouveaux arrivants mené par le professeur agrégé Andrew Trlin de l'Université Massey, de même que le programme et le groupe de recherche sur la migration dirigé par le professeur Richard Bedford de l'Université Waikato, sont des sources de recherche privilégiées en matière d'immigration.

Une recherche récente du NZIS comprenait des travaux visant à alimenter une révision de la politique d'immigration placée sous l'égide de la famille. Soulignons également une analyse des caractéristiques des récents migrants, une recherche sur les liens existants entre la résidence temporaire et permanente et un projet décrivant l'industrie des conseillers en immigration. Un sommaire des recherches du NZIS est disponible à cette adresse : www.immigration.govt.nz/recherche_et_information/. Il existe encore des de plus grande envergure, dont l'Enquête longitudinale sur l'immigration : Nouvelle-Zélande (LisNZ), en Maori, « Te Ara O Nga Manene »

Contribution de la Nouvelle-Zélande au réseau Metropolis

DÉPUIS 1996, les chercheurs de la Nouvelle-Zélande et les responsables des politiques ont fait d'importantes contributions au réseau Metropolis grâce à leur participation aux conférences internationales. Richard Bedford (Université de Waikato), Mary Connelly (University of Canterbury), Stephen Dunstan (Service d'immigration de la Nouvelle-Zélande), Paul Spoonley (Université de Massey), Collin Tukuitonga, Wardlow Friesen, Larry Murphy (University of Auckland), Kirsten Lovelock (University of

Otago) — pour n'en citer que quelques-uns — y ont présenté leurs travaux portant sur des domaines d'actualité divers comme la cohésion sociale et la segmentation, la mesure et la méthodologie, la diversité urbaine et le développement, les conflits ethno-raciaux et le transnationalisme.

Paul Spoonley continuera la tradition lors de la conférence de cette année à Oslo (9 au 13 septembre) en animant son atelier sur la migration de la main-d'œuvre dans la région de l'Asie-Pacifique.

(la trajectoire des migrants), et *Refugee Voices*.

Le LisNZ a été conçu pour étudier les premières expériences liées à l'établissement des migrants. L'enquête principale, qui débutera en 2003, interrogera 7 500 migrants six, 18 et 36 mois après avoir reçu leur résidence et ce, dans le but d'obtenir un échantillon de 5 000 migrants à la troisième entrevue. Une enquête pilote de 750 migrants est actuellement en cours d'observation. *Refugee Voices* est un programme plus petit, portant davantage sur l'aspect qualitatif et explorant les expériences d'établissement des réfugiés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour le quota des réfugiés, les réfugiés spontanés et ceux qui sont entrés en Nouvelle-Zélande dans le cadre de la politique de la réunification familiale et dont les circonstances s'apparentent à celles des réfugiés. Le projet des réfugiés sera terminé en 2003 et celui du LisNZ, en 2008.

Le programme des nouveaux arrivants comporte une étude longitudinale sur les migrants qualifiés provenant de République de Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud. La quatrième ronde des entrevues, effectuées auprès des trois tables rondes, vient d'être complétée. D'autres études récentes ont porté sur les dispositions de l'anglais vis-à-vis des locuteurs parlant d'autres langues. De nouvelles études sont en cours, dont celles portant sur les expériences des enfants d'immigrants dans le contexte de la Nouvelle-Zélande et la participation des familles d'immigrants dans le système d'éducation. Des renseigne-

ments peuvent être obtenus à <http://newsletters.massey.ac.nz>.

Le groupe de recherche sur la migration travaille actuellement sur plusieurs aspects de la migration internationale, notamment sur la migration du retour des Néo-Zélandais dans le contexte du débat sur la façon d'utiliser plus efficacement les ressources et les possibilités que déteint une communauté de citoyens transnationale. La nature changeante des systèmes de la migration, surtout le mouvement allant vers des diverses formes de mobilité temporaire plutôt que d'établissement « permanent », est explorée. Un autre sous-groupe se penche sur la question du rapport existant entre l'immigration interne et internationale, particulièrement dans les villes qui sont attirantes pour un nombre important d'immigrants de l'étranger.

Autriche

L'Autriche et l'ICMPD en tant que partenaire de Metropolis

Jonas Widgren
Directeur général d'ICMPD

JUSQU'EN 1997, les contacts entre Metropolis et l'Autriche étaient peu fréquents. Toutefois, depuis ce temps, la coopération s'est considérablement développée. En fait, la ville de Vienne se prépare à accueillir la Huitième conférence internationale Metropolis en septembre 2003.

La relation a commencé à se développer d'une manière exponentielle

lorsque le Secrétariat Metropolis s'est peu à peu impliqué dans le service de recherche et documentation du International Center for Migration Policy Development (ICMPD) à Vienne. L'ICMPD, une organisation intergouvernementale créée en 1993 par l'Autriche et la Suisse, est aujourd'hui soutenue par 25 gouvernements et est la seule organisation européenne spécialisée en migration ayant un statut diplomatique. Son objectif principal est de promouvoir des politiques d'immigration radicales et visionnaires dans les états industrialisés et d'amener l'Europe centrale et de l'Est à adhérer à un système de migration européenne conjoint.

L'ICMPD a joué un rôle clé dans le développement de la politique en matière de migration. En juin 2001, le gouvernement suisse a utilisé l'ICMPD comme principal rédacteur pour le processus de Berne sur une nouvelle mesure d'ensemble en matière de migration. L'ICMPD était par ailleurs un joueur clé dans le développement du Pacte de la stabilité de l'Europe du Sud-Est et s'intéressait à l'établissement d'une nouvelle mesure de migration balkanique. Une unité de soutien pour le Pacte de la stabilité, accueillie par l'ICMPD, a ouvert à Vienne en septembre 2001. La Suisse, l'Autriche, l'Allemagne, l'organisation internationale en matière de migration et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) secondent le personnel de l'unité de soutien qui travaille étroitement avec les gouvernements de l'Albanie, de la Bosnie et Herzégovine, de la Croatie, de la Macédoine et de la Yougoslavie. En Autriche, le service de la recherche de l'ICMPD a développé,

(suite en page 12)

Les onze priorités de Metropolis Canada dans le secteur de la recherche

LES onze priorités du secteur de la recherche en matière de politique et déterminées lors d'un processus consultatif avec les partenaires fédéraux Metropolis et les Centres d'excellence sont les suivantes :

1. Comment la politique publique pourrait-elle améliorer la capacité du Canada et des villes canadiennes de recevoir et intégrer des immigrants, y compris des réfugiés?
2. Quels politiques et programmes s'avèrent nécessaires pour assurer l'intégration des enfants et des jeunes immigrants, particulièrement chez les minorités visibles?
3. Quel est le rôle de la politique publique dans la promotion de l'intégration sociale et culturelle des nouveaux arrivants et des minorités au sein d'une société multiculturelle ou pluraliste et quelles sont les enjeux qui influent sur les politiques touchant la citoyenneté?
4. Quels sont les ouvertures et les défis qu'engendre une diversité sans cesse croissante sur le plan langagier de la population immigrante et de quelle manière la politique publique doit-elle réagir?
5. Comment la politique publique doit-elle être orientée de façon à répondre aux comportements et à la discrimination négatifs à l'égard des immigrants et des minorités?
6. Comment la politique publique pourrait-elle améliorer les résultats économiques à l'endroit des immigrants et des minorités dans le contexte d'une restructuration économique intérieure, des changements sur les plans de la demande d'emploi, des sources de l'immigration et de la mobilité internationale sans cesse croissante?
7. Quels sont les défis et dans quel sens la politique publique doit-elle être orientée afin de traiter les communautés équitablement et en toute sécurité, tout en assurant l'égalité et l'impartialité du système juridique canadien?
8. Quel type d'immigrants et de politiques ethno-culturelles favoriserait au mieux la capacité du Canada, des provinces et des villes à se positionner stratégiquement dans le contexte de la nouvelle économie?
9. Quelles mesures nationales et quels rapports internationaux doivent être mis en place afin que le droit d'asile national et les politiques d'ordre humanitaire soient effectivement fonctionnels?
10. Quels sont les défis de la politique publique dans les secteurs de la gestion des flux migratoires et de l'intégration des immigrants et de leurs descendants, et lesquels engendreront des changements démographiques, économiques et technologiques, qui accéléreront la mondialisation?
11. Étant donné la reconfiguration des structures de gouvernance, quel rôle devraient jouer les organisations non gouvernementales qui favorisent l'intégration des immigrants et des minorités ethniques, religieuses et autres? ■

(suite de la page 11)

au moyen du forum autrichien pour les études sur la migration, une unité documentaire bien aménagée sur les recherches portant sur les migrations autrichiennes.

Actuellement, le service de la recherche de l'ICMPD effectue des projets sur les indicateurs de la migration et de l'intégration dans le contexte de l'Union européenne, sur les tendances de la migration en Europe centrale et de l'Est et établit un rapport sur la migration et l'intégration pour le gouvernement autrichien.

Le rapport entre Metropolis et l'ICMPD s'est consolidé à Vancouver lorsque le directeur général de l'ICMPD et le sous-ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada ont signé un protocole d'entente conformément au Règlement qui précise que l'ICMPD fera la promotion du projet Metropolis. La relation avait été relancée en 1998, lorsque la dirigeante de l'ICMPD de la recherche, Irene Stacher, était devenue la représentante autrichienne du comité directeur de Metropolis.

Les chercheurs autrichiens ont également intensifié leur participation aux événements organisés par Metropolis. En 1996, Mme Gudrun Biffl était présente à la conférence de Milan. M. Rainer Bauböck a fait une intervention à la conférence qui s'est tenue en Israël en 1998 ainsi qu'à celle de Rotterdam en 2001. De plus, des chercheurs comme M. Rainer Münz et M. Bernhard Perchinig ont assisté à une réunion qui s'est tenue à Vancouver en 2000. En outre, des délégués du conseil municipal de Vienne et le fonds de l'intégration ont assisté aux conférences de Washington (1999) et de Vancouver.

Le directeur général de l'ICMPD, Jonas Widgren, a été invité à titre de conférencier à Vancouver lors de la séance intitulée « Migrants clandestins et corporalisme criminel ».

Canada

Changement au projet canadien

AU Canada, l'année dernière a été marquée par le renouvellement du projet Metropolis pour les cinq prochaines années, ce qui assure l'existence du projet jusqu'en 2007. Les quatre Centres d'excellence Metropolis, situés à Vancouver, Edmonton, Toronto et Montréal, poursuivront leurs activités avec un mandat prolongé, le renouvellement d'un jeu de priorités sur la recherche en matière de politique et de nouveaux partenaires financiers issus du gouvernement du Canada. Ces changements ont rehaussé l'intérêt politique pour le travail des Centres Metropolis et redynamisé le projet au Canada. La première conférence du projet renouvelé canadien se tiendra à Edmonton, du 21 au 25 mars 2003.

Veillez consulter les sites Web des Centres d'excellence et celui des partenaires fédéraux à www.canada.metropolis.net.

Argentine

Réunion annuelle de Metropolis en Argentine

*Elizabeth Horwitz
Direction des comptes rendus technologiques et des services d'environnement, Buenos Aires, Argentine*

LES études seront effectuées en Australie, au Canada, en Finlande, en France, en Allemagne, en Norvège, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

La réunion annuelle de Metropolis en Argentine s'est tenue à Buenos Aires les 28 et 29 septembre 2001. Conformément aux objectifs et aux principes généraux liés au projet Metropolis et à l'importance du sujet cette réunion a rassemblé des responsables des politiques locaux et internationaux, des ONG et divers établissements universitaires pour réfléchir sur l'impact de l'immigration dans les cités.

L'Argentine a toujours été un pays fondé sur l'immigration. Ce fait est inscrit à même sa Charte. Depuis les premiers programmes officiels sur l'immigration en 1860, l'immigration a été considérée

comme un pilier du développement économique argentin et une importante contribution à la société sur les plans culturel et social. Dès la première vague d'immigrants arrivés en Argentine depuis l'Europe entre 1870 et 1929, il s'est produit une baisse d'immigration en chiffres absolus alors qu'il se produisait au même moment une augmentation des migrations régionales, toutes proportions gardées. On a assisté au cours des dernières décennies à une augmentation du nombre d'immigrants qui comprend des asiatiques d'origine, mais ils représentent encore un petit groupe, numériquement parlant.

Actuellement, Buenos Aires (la ville principale) et le grand Buenos Aires (sa périphérie) illustrent bien l'importance des questions liées à la migration en Argentine. L'immigration compte pour environ huit pour cent de la population de ville. Elle reçoit beaucoup de ses migrants régionaux à travers le nouveau cadre régional du South Common Market à Mercosur. La réunion de Metropolis en Argentine offre à nouveau l'occasion de réfléchir sur les effets du processus de l'immigration, l'occasion de discuter des expériences et susciter des réactions quant à la politique et au programme. Les

(suite en page 14)

Le Canada met en œuvre une nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Le 28 juin 2002, Citoyenneté et Immigration Canada a mis en œuvre la nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Cette loi, la première loi à émerger depuis 1976, reflète mieux les besoins nouveaux sur le plan des services, les valeurs sociales actuelles et les récents développements en matière de politique au Canada.

Pour de plus amples renseignements, consultez : www.cic.gc.ca/english/irpa/index.html

(suite de la page 13)

discussions ont pris en compte les points de vues privés et publics entourant ce phénomène de même que les responsabilités de la société argentine. Cette réunion a été organisée par le gouvernement national, la ville de Buenos Aires et le Latin American Centre of Migratory Studies. Les réunions plénières portaient sur les effets des immigrants dans les grandes villes, sur les lois, les politiques et les programmes d'intégration dans les centres urbains ainsi que sur les expériences des immigrants à leur arrivée dans les villes. Des représentants du projet international Metropolis, des gouvernements locaux de différentes villes d'Argentine, des établissements universitaires, notamment Dan Hiebert de l'University of British Columbia, des ONG, des représentants locaux issus du gouvernement autonome de la ville de Buenos Aires, le ministre de l'Intérieur, l'organisation internationale pour l'immigration, le ministère des Affaires étrangères, le Parlement national, le ministère du Travail, l'Église catholique et des immigrants d'origines diverses ont participé à cette réunion.

Metropolis a dressé la toile de fond idéale pour les participants afin qu'ils contribuent à élaborer des solutions et des points de vues originaux sur ce sujet fort important qu'est l'impact de l'immigration dans les grandes villes. Bien qu'il ne s'agisse pas en soi d'une nouvelle sphère d'intérêt, cette question est éminemment controversée dans la société contemporaine et se situe au cœur des relations internationales.



ÉTATS-UNIS

LE Migration Policy Institute (MPI) est un groupe de réflexion indépendant, politiquement indépendant et sans but lucratif situé à Washington, D.C., qui se consacre à l'étude du mouvement des personnes dans le monde. Le MPI fournit des analyses, une élaboration et une évaluation des politiques en matière de migration et de réfugiés et ce, à l'échelle locale, nationale et internationale. Il vise à offrir des réponses pragmatiques et réfléchies aux défis et des ouvertures que la migration à grande échelle, quelle soit volontaire ou forcée, offre aux communautés et aux institutions dans un monde de plus en plus solidaire.

Le travail du MPI s'organise autour de ces quatre piliers de recherche :

- Gestion de la migration;
- Protection des réfugiés et réponse humanitaire sur le plan international;
- Frontières nord-américaines et calendrier de la migration; et,
- Établissement et intégration des immigrants.

Fondé en 2001 par Kathleen Newland et Demetrios G. Papademetriou (qui est également cofondateur du projet Metropolis), le MPI est issu du programme de la

politique internationale en matière de migration (IMP) au Carnegie Endowment for International Peace. Les analystes de la politique du groupe de réflexion cherchent à créer des liens avec, d'une part, la communauté de chercheurs qui explorent les questions touchant la migration et, d'autre part, avec les responsables des politiques. Le moyen? En réaménageant les résultats de la recherche en recommandations politiques à l'intention des politiciens, chefs d'entreprise et journalistes du monde entier.

Le MPI et le IMP de Carnegie sont des membres actifs du réseau de Metropolis depuis sa création. Des représentants en analyse politique et en recherche ont participé à l'ensemble des six conférences internationales Metropolis. En outre, l'IMP de Carnegie accueillait en 1999 la Quatrième conférence internationale Metropolis à Washington D.C. Brian Ray (auparavant membre de Immigration & Métropoles – Centre d'excellence Metropolis à Montréal – et l'équipe de projet à Ottawa) s'est depuis associé à l'équipe du MPI à Washington.

En mai 2002, le MPI a lancé la Migration Information Source, un nouveau site Web qui propose des données techniques actuelles et documentées sur la migration internationale, de même qu'une analyse provenant de spécialistes en migration. De plus, elle répartit cette information par le biais de correspondants étrangers.

Pour de plus amples renseignements sur le Migration Policy Institute, consultez le site suivant : www.migrationpolicy.org ■

ÉVÉNEMENTS METROPOLIS

Conférence nationale sur l'intégration au Royaume-Uni : Une approche empirique à l'intégration

Manchester, Royaume-Uni

18 et 19 juin 2002

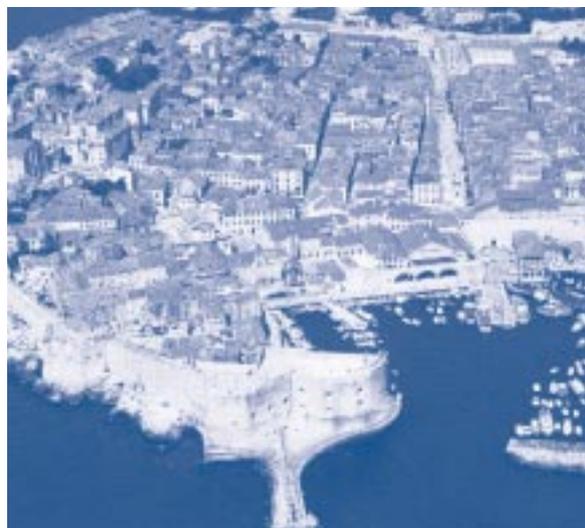
CETTE conférence a rassemblé des chercheurs, des universitaires et des praticiens dans le but d'échanger de l'information sur l'intégration sociale et économique des réfugiés.

Les discussions entre experts ont été illustrées par des exemples canadiens présentés par Elizabeth Ruddick et par des exemples australiens commentés par David Osborne et Chris Smith. Toutefois, l'accent a été mis sur l'expérience britannique. Howard Duncan a parlé de l'importance d'établir un lien entre la politique, la recherche et les stratégies.

Organisée par Immigration Research and Statistics Service and Economic and Resource and Analysis Unit au bureau principal, la conférence visait à informer les responsables des politiques du Royaume-Uni sur les recherches et les pratiques de la politique en matière d'intégration.

Les discussions entre experts ont été truffées d'exemples canadiens présentés par Elizabeth Ruddick, de même que par des exemples australiens proposés par David Osborne et Chris Smith. Toutefois, l'accent a été mis sur l'expérience britannique. Howard Duncan a parlé de l'importance d'établir un lien entre la politique, la recherche et les stratégies.

L'éventail des instruments d'intégration sociale explorés lors des ateliers comprenait tant le



Dubrovnik, Croatie

gouvernement national que les organisations locales comme les églises, les clubs sportifs, les écoles, les organismes du secteur privé, les immigrants et les membres appartenant à des groupes de minorités ethniques proprement dit et des membres des communautés organisatrices.

Pour obtenir les actes de la conférence :
publications.rds@homeoffice.gsi.gov.uk ■

Séminaire d'interconférence Metropolis : « Immigrants et la mère patrie »

Dubrovnik, Croatie

9 au 12 mai 2002

LES changements liés à la mondialisation qui s'infiltrèrent dans l'État national traditionnel, les nouvelles technologies qui facilitent la communication entre les frontières et un nombre croissant de personnes détenant la double nationalité ou la citoyenneté

(suite en page 16)

(suite de la page 15)

supranationale ont formé des groupes de la diaspora de plus en plus importants aux yeux des responsables des politiques.

Le Croatian Centre for Strategic Studies et l'Institute of Social Sciences « Ivo Pilar » ont accueilli un séminaire Metropolis du 9 au 12 mai 2002 à Dubrovnik en Croatie, intitulé « Immigrants et mère patrie » afin d'explorer les enjeux politiques liés aux activités économiques, sociales et politiques des groupes de la diaspora. Le sujet a été exploré sous deux angles : la perception de la mère patrie et du pays d'accueil. Plusieurs problématiques entourant la question de la mère patrie se trouvaient à l'ordre du jour sous les rubriques suivantes : « Lorsque les diasporas retournent chez elles : Gommer la différence ou rafler tous les honneurs » ; « Retourner chez soi pour construire la nation » ; « S'immiscer dans les conflits que traverse le pays d'origine » et « Les envois de fonds dans l'appui financier de la diaspora ». Les séances portant sur le pays d'accueil étaient les suivantes : « L'influence de la diaspora sur les politiques étrangères dans les États d'accueil » ; « L'influence de la diaspora sur l'activité économique nationale du pays d'accueil » ; « Les questions de sécurité dans le pays d'accueil et leur incidence économique ».

Les présentations ont été faites par des leaders d'organisations non gouvernementales, des responsables des politiques et des chercheurs provenant de huit pays. Parmi les conférenciers figuraient : Marin Sopta, Vlado Sakic, Sasa Bozic, Branko Salaj, Ivan Cizmic, Tihomir Telismen, Josip Jurcevic, Djuro Njavro, Ivo Baucic et Stipe Hrkac de Croatie, Howard Duncan, Fernando Nunes, Daphne Winland, Rex Brynen et Roy B. Norton du Canada; Demetrios Papademetriou, Jack Holland et Mate Mestrovic des États-Unis; Juan Hernandez, Omar de la Torre et Mario Riestra Venegas du Mexique; Eva Ostergaard-Neilsen du Royaume-Uni; Gustavo S. Mesch et Shmuel Adler d'Israël; Yngve Lithman de Norvège et enfin, Peter Schatzer d'un organisme international de migration.

Pour les actes, la liste des événements figurant sur la page Web de Metropolis International, www.international.metropolis.net/events/croatia/index_e.html ■

Réseau de recherche sur la migration en Asie-Pacifique / Atelier Metropolis

University of Wollongong, Wollongong, Australie
28 février au 1er mars 2002

METROPOLIS et le réseau de recherche sur la migration de l'Asie-Pacifique (APMRN) ont tenu à la fin de février un atelier de deux jours intitulé « La Migration et la politique en matière de migration en Asie-Pacifique ». L'objectif visait à réunir les deux réseaux dans un cadre de discussions conjointes sur une variété de questions portant sur la recherche et la politique. C'était la première fois que ces deux réseaux internationaux apportaient leur collaboration de cette manière et nous souhaitons que ce soit la première d'une longue série d'activités conjointes.

L'atelier a été ouvert par le Dr Howard Duncan. Le chef exécutif adjoint de Metropolis, Robyn Iredale, ainsi que le directeur, le secrétariat de l'APMRN et le professeur Richard Bedford de Nouvelle-Zélande. L'atelier a rassemblé plus de 40 chercheurs et responsables des politiques venus des quatre coins du monde pour discuter des situations que vivent les pays en développement et les pays développés, et de leur participation politique respective. Les pays en développement sont, de loin, les principaux exportateurs de travail, à la fois dans le secteur de la migration non qualifiée et dans celui, à la hausse, de la migration qualifiée. Ces deux réalités et leur impact, tant économique qu'humain, sur les pays d'exportation et d'importation, furent la pierre angulaire de l'atelier.

Quatre séances ont été proposées au cours des deux jours. La première, intitulée « Les modèles d'établissement des immigrants : La concentration urbaine est-elle irréversible? », comprenait des communications australiennes, norvégiennes et canadiennes. L'un des deux conférenciers était Neil Mullenger, directeur de la section de recherche du Department of Immigration and Multicultural and Indigenous Affairs (DIMIA). Sa communication, intitulée « Des interventions politiques incitatives de

modèles d'établissement en Australie », a illustré les difficultés auxquelles se heurtent les gouvernements en incitant les migrants à s'établir à l'extérieur des principaux centres urbains de Sydney et de Melbourne. M. Mullenger a par ailleurs complété son propos au moyen d'un exposé actualisé des dernières politiques.

Il existe une compétition de plus en plus forte parmi les pays développés pour inciter la migration qualifiée à s'orienter vers des domaines comme la technologie de l'information, les affaires, les finances, la santé et l'éducation. La deuxième séance a permis d'examiner les politiques et incitatifs mis en place par les pays développés pour attirer des migrants qualifiés et la façon dont celles-ci touchent les autres secteurs des programmes d'immigration nationale, notamment les secteurs portant sur la réunion des familles et le secteur humanitaire. Cette « guerre » des compétences a pris de plus en plus d'ampleur puisque certains pays vont à l'assaut « des meilleurs et des plus brillants » cerveaux. Faut-il sélectionner des migrants qualifiés en fonction de l'emploi ou sélectionner des compétences générales? Faut-il accepter des migrants temporaires plutôt que des migrants permanents? Voilà quelques-uns des sujets abordés dans le cadre de cette séance.

Les communications de la troisième séance ont porté sur les tendances futures de la population et la migration. Précisément, les discussions ont porté sur les réponses politiques à l'impact que peuvent avoir les diverses catégories de migrants eu égard au taux de population, du fait de la baisse, voire même de la croissance négative, des pays développés. L'Asie-Pacifique a été l'objet d'une attention particulière lors de cette séance. En effet, bon nombre de pays dans cette région ont en place peu de politiques pour gérer les conséquences de la migration. Des représentants des Philippines, de l'Australie, des Îles du Pacifique, du Bangladesh, de la Nouvelle-Zélande et de Keiko Osaki de la Division de la population des Nations Unies ont donné un aperçu et leurs points de vue sur des problématiques particulières et énuméré de possibles orientations futures.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies des réfugiés, il existerait à présent 22 millions de personnes dites « dans le besoin ». Aussi, la thématique de la dernière séance, intitulée « Les questions pressantes en

politique en matière de migration : La promesse de la collaboration internationale », a-t-elle suscité un intérêt particulier et engendré un vif débat. Eileen Pittaway, du Centre for Refugee Research de l'University of New South Wales à Sydney, a présenté un exposé très convaincant sur « Les politiques internationales pour les réfugiés ». En outre, elle a souligné que l'impact des politiques en matière de réfugiés sur les personnes, et en particulier sur les femmes, présentent des dangers. Ses travaux menés auprès des femmes et des enfants mettent en évidence l'urgence de s'occuper de ces groupes et l'échec des programmes sur « les femmes qui sont à risque »; ils montrent aussi qu'il est temps de s'occuper adéquatement de ceux qui sont sous leur égide. La communication de Graeme Hugo sur les politiques en matière de migration a mis en évidence certains des problèmes régionaux et internationaux qui font l'objet de préoccupations actuelles.

La participation des représentants de Metropolis, du gouvernement et des organismes non gouvernementaux d'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande, de l'Europe, des Nations Unies ainsi que des chercheurs des universités de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique du Nord et de divers pays d'Europe ont fait en sorte que cet atelier ait une résonance internationale réelle. Ce fut un plaisir sans pareille pour l'APMRN que d'accueillir un si grand nombre de participants d'Europe et d'Amérique du Nord. L'étroite collaboration des chercheurs et des responsables des politiques dans le réseau Metropolis a apporté une nouvelle dimension à l'APMRN sur laquelle nous espérons capitaliser. Parallèlement, nous avons le sentiment que notre solidarité avec les chercheurs des pays visiteurs de l'Asie-Pacifique a fourni de nouveaux points de vue aux participants de Metropolis.

Le programme de la conférence et certains exposés sont disponibles dans www.capstrans.edu.au/apmrn et www.international.metropolis.net.

Robyn Iredale, professeur agrégé et directeur du secrétariat de l'APMRN, et Kerry Lyon, coordonnatrice du secrétariat de l'APMRN au Centre du secrétariat de l'Asie-Pacifique de l'University of Wollongong, 2522 en Australie, Tél.: +61 2 4221 3780, Télécopie : +61 2 4228 6313, Courriel : apmrn@uow.edu.au. ■

(suite en page 18)

(suite de la page 17)



Sixième conférence internationale Metropolis

Rotterdam, Pays-Bas

26 au 30 novembre 2001

DES quelque 800 participants des 44 pays à la Sixième conférence internationale Metropolis ont formé le plus grand événement Metropolis à date. L'équilibre entre les responsables des politiques (44 p. cent), les ONG (18 p. cent), les chercheurs (24 p. cent), les étudiants diplômés (7 p. cent) et les organismes privés (7 p. cent) a assuré l'élaboration des partenariats multi-sectoriels essentiels à la réussite de la création et de la mise en œuvre de politiques et de programmes portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité.

À bien des égards, la réussite de la conférence de Rotterdam a constitué un point tournant pour Metropolis. Comme l'a fait remarquer le cofondateur, Meyer Burstein, « Lorsque nous avons mis sur pied le programme, il y a six ans, à Milan, en tentant de nous attarder davantage sur les aspects scientifiques et politiques de la migration, nous avons alors affirmé que notre objectif consistait à proposer aux gouvernements et aux ONG de meilleures alternatives pour gérer la migration, de meilleures idées pour moderniser les établissements afin d'héberger les nouveaux arrivants et des recommandations plus audacieuses pour modifier la politique publique en vue de promouvoir la justice, une productivité économique et une cohésion sociale... C'était sous-estimer ou méconnaître l'appétit des chercheurs, des intervenants et des responsables des politiques pour une collaboration à

l'échelle aussi étendue que nous l'imaginions. La question ne se pose plus, désormais ».

Les discours-conférences et les discussions de comité très ciblés ont permis à l'ensemble des participants d'interagir sur un grand nombre de questions portant sur les systèmes de réfugiés et du droit d'asile; les effets de la migration sur le développement des pays; l'élaboration de villes homogènes; la diversité et la cohésion sociale; l'exploitation des immigrants sans papiers et l'intégration et la transformation des arts et de la culture. Ces séances plénières étaient accompagnées d'une table ronde de ministres et une tribune de maires qui ont abordé une foule de questions portant sur l'immigration et la diversité.

La conférence s'est poursuivie sur le modèle d'atelier ciblé. Soixante et un ateliers ont été organisés et portaient sur une série de sujets impressionnants. Ces ateliers demeurent un des clous des conférences internationales Metropolis. Ces conférences sont appréciées parce qu'elles créent des occasions de maillage et de partage des connaissances.

Le projet international Metropolis continuera à créer d'autres possibilités pour les membres du réseau afin d'élaborer des projets et des approches concertés pour influencer efficacement sur l'élaboration de la politique et de la pratique. Grâce à ces collaborations, nous contribuerons à améliorer la vie des migrants et des membres des communautés qui les reçoivent. Le défi pour réaliser cela a été exposé systématiquement par Meyer Burstein à Rotterdam :

« En dernière analyse, explique M. Burstein, nous pouvons dire que Metropolis, c'est de l'apprentissage jumelé à un déploiement de puissance intellectuelle. Metropolis doit institutionnaliser la prise de décision qui repose sur une évidence scientifique et une compréhension rigoureuse de la façon dont les problèmes sont interreliés. Cela n'a pas encore été fait. Metropolis a certainement augmenté la capacité en recherche et il a su capter l'imaginaire de plusieurs groupes d'intervenants. Toutefois, il reste à tisser des liens plus approfondis ainsi que des pratiques de travail intégrées qui arrimeront les communautés de recherche, d'élaboration et de pratique sur le plan politique ».

Le réseau Metropolis continuera de développer cette approche intégrée. Nous mesurerons les progrès accomplis lors de notre Septième conférence internationale Metropolis qui se tiendra à Oslo les 9 et 13 septembre 2002 et à Vienne en septembre 2003. ■

Cinquième conférence nationale Metropolis

Ottawa, Canada

16 au 20 octobre 2001



CETTE conférence fort courue a attiré environ 700 responsables des politiques, des ONG et des chercheurs de tout le Canada. L'événement couronnait les premiers cinq ans d'existence des Centres d'excellence Metropolis canadiens. L'étendue des connaissances et les réseaux, précautionneusement alimentés, de responsables des politiques, d'ONG et de chercheurs est apparue comme une révélation pour nombre de responsables des politiques d'Ottawa qui n'avaient jamais eu l'occasion d'assister aux précédents événements nationaux ou internationaux Metropolis. Le degré d'intérêt et les relations établies avec ces mêmes responsables des politiques ont été bien accueillis par une importante cohorte de chercheurs et d'ONG. Il en a été de même pour le contingent particulièrement important d'étudiants diplômés, qui ont signalé que l'expérience avait été extrêmement appréciable à la fois pour les perspectives de recherche et pour leur carrière.

Les quatre précédentes conférences nationales canadiennes ont été organisées par l'un des Centres. Elles ont été principalement conçues autour des domaines de recherche qui permettent de structurer chacun des Centres. La Cinquième conférence fut le

point culminant de cinq années d'expérience, privilégiant les meilleures pratiques à partir des événements antérieurs Metropolis (nationaux et internationaux). Elle a aussi donné le coup d'envoi du projet pour les cinq années à venir.

La conférence a maintenu jusqu'à la fin le même haut calibre d'allocutions plénières et de tribunes. La conception a facilité l'élaboration combinée des idées à travers les centres d'intérêt dans les champs de l'immigration, de l'intégration et de la diversité. Plusieurs conférenciers ont pris la parole : la ministre de la citoyenneté et de l'immigration Canada, Elinor Caplan; le sous-ministre de la citoyenneté et de l'immigration Canada, Michel Dorais; le conseiller municipal de Toronto, David Miller; le démographe Joseph Salvo de New York City et Jonathan Hatwell au nom de l'ambassadrice et chef de délégation de la Commission européenne au Canada, Danièle Smadja. Les comités pléniers comprenaient l'équipe du projet Metropolis, les directeurs du centre Metropolis, les agents principaux des lois fédérales, les agents principaux des lois provinciales, des organismes du secteur privé et un comité d'étudiants diplômés. Tous ont contribué à mettre au jour l'étendue du projet Metropolis.

Ce modèle ayant bien servi lors des quatre premières conférences canadiennes Métropolis, il a été repris pour la Cinquième conférence. Afin d'engendrer des projets concertés de plus grande envergure, cinq sous-plénières concordantes ont été organisées suivant les domaines de recherche. Ces sous-plénières ont permis aux participants de bénéficier de la synergie qui a émergé des projets de recherche proposés lors de la première ronde du projet.

En s'inspirant du modèle réussi des conférences internationales Metropolis, on a fait un appel ouvert de propositions d'ateliers ciblés. Il en est ressorti une vaste série d'ateliers donnant un amalgame intéressant de réseaux de recherche qui a émergé dans les centres. Nommons les ateliers sur les secteurs de recherche proposés au Centre Metropolis de l'Atlantique en cours d'élaboration; des ateliers organisés par des responsables des politiques sur des questions clés en matière de politique, et des ateliers organisés par des chercheurs et des organismes qui travaillent sur des

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

questions semblables à celles qui sont étudiées dans le cadre de Metropolis, mais restent à intégrer.

Le dernier bloc de la conférence, une série d'ateliers touchant aux priorités particulières en matière de politique, s'est avéré extrêmement important dans la mesure où on y a établi les grandes orientations de la recherche au cours de la seconde ronde du projet. Ces ateliers ont amené les responsables des politiques, les chercheurs et les ONG à considérer ensemble la façon dont le travail existant de Metropolis devait être arrimé aux études pan-canadiennes, de manière à informer éventuellement la politique fédérale.

Ces priorités sont au cœur de la prochaine étape du Projet Metropolis. Comme Howard Duncan, le dirigeant de l'équipe de projet Metropolis, l'a indiqué lors de son exposé plénier :

« Une bonne partie de cinq premières années a été consacrée à développer notre capacité à faire une différence. Au cours des cinq années qui viennent, l'accent sera dorénavant mis sur la consolidation, l'élargissement et la mise à profit de cette capacité. Nous avons largement dépassé le stade du développement et nous devons à présent agir et nous attacher à concrétiser les avantages prometteurs de notre capacité et les montrer sans plus attendre à nos partenaires. C'est une tâche qui revient à chacun d'entre nous d'accomplir. En Phase II, nous avons l'intention de favoriser cette merveilleuse ressource qu'est le réseau Metropolis, pour l'amener à réaliser son plein potentiel en matière de politique et de pratiques à travers le Canada et ailleurs ».

Le succès de la Cinquième conférence nationale Metropolis sera source d'inspiration pour les prochaines conférences canadiennes Metropolis qui se tiendront à Edmonton (mars 2003), Montréal (2004), Vancouver (2005) et Toronto (2006). ■

L'avenir urbain

Södertälje, Suède du 9 au 12 mai 2001

LORS de la présidence du conseil des ministres de l'Union européenne, le gouvernement suédois et la

ville de Södertälje ont accueilli le séminaire « L'avenir urbain » qui se tenait du 9 au 12 mai 2001. Son objectif consistait à explorer les futurs centres urbains et la politique publique face aux importantes transformations sociales, économiques et politiques que traverse l'Europe. L'événement a rassemblé 160 chercheurs et responsables des politiques issus des gouvernements locaux et centraux et d'autres intervenants œuvrant au développement de la transformation sociale urbaine, de l'intégration et de la diversité. Les organisateurs, dirigés par Kristine Dösen, ont utilisé le modèle Metropolis pour favoriser les échanges et dépasser les simples positions et descriptions. « L'avenir urbain » est parvenu à offrir une ouverture et un cadre de réflexion à ceux qui travaillent sur les mêmes problématiques mais dont les points de vue diffèrent à prendre partie l'un pour l'autre, d'autre part, et enfin, à reconnaître ouvertement les problèmes afin de les régler.

Le séminaire a exploré les aspects politiques, démographiques, économiques et sociaux relatifs aux questions urbaines. Pour chacun de ces quatre secteurs d'étude, il y avait des conférenciers d'honneur et un atelier élaboré où cours duquel ont été présentées plusieurs communications.

Michael Parkinson a abordé la problématique des futures politiques urbaines en parlant des défis auxquels font face les concepteurs en politique urbaine dans l'Union européenne et en explorant les questions de gouvernance et la nécessité d'établir des partenariats. Meyer Burstein a présenté le projet Metropolis comme un moyen d'élaborer une meilleure politique. Deux autres conférenciers principaux ont également fait partager leur vision sur l'avenir démographique urbain. Graeme Hugo a exploré la question de la migration de remplacement vers les pays du Nord tandis que Joseph Chamie a brossé un tableau démographique du monde à venir au cours des cinquante prochaines années. Åke Andersson, tout en discutant de l'avenir économique urbain, s'est penché sur le dossier de l'impact social et économique de la migration internationale dans les régions métropolitaines. Enfin, pour placer en contexte sur l'avenir social urbain, Robert Putnam a présenté les résultats de ses études sur le capital social.

Les actes du séminaire sont disponibles : www.storstad.gov.se/urbanfutures ■

SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Oslo, Norvège 9 au 13 septembre 2002

FORTE de l'expérience acquise lors des six premières conférences, tenues à Milan (1996), à Copenhague (1997), en Israël (1998), à Washington D.C. (1999), à Vancouver (2000) et à Rotterdam (2001), la Septième conférence internationale Metropolis se tiendra à Oslo en Norvège du 9 au 13 septembre 2002.

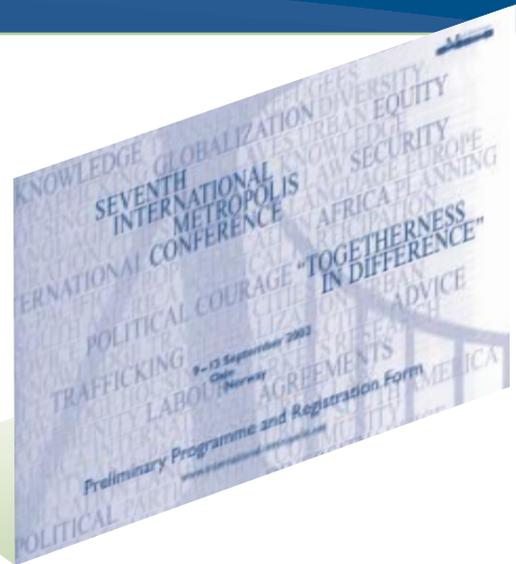
À travers des séances plénières interactives et des ateliers hautement ciblés, la conférence d'Oslo visera à intensifier d'autres échanges entre les responsables des politiques, les universitaires de premier plan, les intervenants non gouvernementaux et les représentants de groupes d'immigrants.

Le thème de la conférence d'Oslo, « Ensemble dans la différence », accorde une importance particulière aux quatre sous-thèmes connexes suivants :

- La mondialisation et les politiques des migrations;
- L'habilitation et l'efficacité de la citoyenneté;
- Les tissus urbains : Les effets de la migration sur nos cités; et,
- La migration et les sexes.

Les séances plénières proposent :

- Les défis politiques des migrations dans un contexte de mondialisation;
- Les cités d'espoirs, les cités de peur :
La vie urbaine sous la double contrainte de l'individualisation et de la mondialisation;
- L'inclusion, la démocratie et le sexe;
- Le multiculturalisme est-il un modèle pour la gestion de la diversité et de la cohésion sociale?
- Les réfugiés dans le monde, les droits de la personne et la persécution fondée sur le sexe;
- Le 11 septembre, un an plus tard;



- La citoyenneté, l'appartenance sociétale et l'intégration des immigrants;
- L'expérience de Los Angeles : cas isolé ou prototype?
- La ville européenne : Unité et diversité;
- De quelle façon la citoyenneté, la gouvernance et les « chances de la vie » se développent-elles dans les grandes villes;
- Les jeunes dans la ville diversifiée;
- Nous dirigeons-nous vers un accord général sur les migrations? et,
- Nouveaux enjeux de la migration en matière de santé.

Plus de 80 ateliers proposés comprendront ces centres d'intérêt : l'accréditation, les meilleures pratiques, les villes, la participation communautaire, la discrimination et l'équité, l'éducation, le sexe, la santé, les lois, la justice et la sécurité, le marché du travail et l'économie, les méthodes de recherche, la religion, l'inclusion sociale et l'intégration, la jeunesse, les études de cas régionaux. ■

Pour obtenir une liste des ateliers et les renseignements sur l'inscription, consultez www.rokkansenteret.uib.no/konferanser/metropolis



Le programme d'études Migration et études sur la diversité

METROPOLIS Canada, par l'intermédiaire de l'Institut Metropolis, a franchi un grand pas en apportant l'expertise élaborée par les universitaires à un vaste auditoire de responsables des politiques et du personnel de prestation de services dans la société civile au Canada. Le programme de treize cours sur la migration et la diversité a été conçu pour le secteur public et les organismes non gouvernementaux qui œuvrent dans la prestation de services et la diffusion des travaux auprès d'un public canadien de plus en plus défini par ses immigrants et leurs familles.

Selon le Recensement de 2001, l'immigration est la principale source de croissance de la population et de la main-d'œuvre au Canada. Entre 1996 et 2001, le Canada a connu un déclin d'environ un tiers de l'augmentation naturelle de la population, comparativement à la période 1991-1996. Depuis 1996, la population du pays s'est concentrée dans les quatre principales régions métropolitaines – et même plus loin – de Toronto, Montréal, Vancouver et du corridor Calgary et Edmonton. En fait, 51 p. cent de la population habite ces régions. Les données les plus récentes (1996), indiquent que le pourcentage de citoyens nés à l'étranger dans ces catégories de secteurs urbains se situe entre 18 p. cent (Montréal) et 42 p. cent (Toronto).

Cet aperçu permet de voir les effets de l'immigration dans les villes canadiennes au cours des dernières décennies, que la politique et la programmation prendront en considération. Il a été réalisé à l'aide d'une consultation exhaustive auprès de spécialistes canadiens travaillant sur les questions de la migration et de la diversité. Les ateliers, en élaborant le programme, ont été organisés dans chacun des 13 centres d'intérêt. L'équipe de travail pour chaque secteur était composée de représentants issus du milieu universitaire, d'organismes non gouvernementaux, d'analystes en politique du gouvernement et d'autres dont l'expertise et l'expérience dans leur champ d'étude convenaient.

Les cours seront surtout offerts aux professionnels canadiens travaillant en politique gouvernementale, au gouvernement ou aux intervenants œuvrant dans le communautaire qui proposent une gamme de services en matière d'immigration, d'établissement et d'intégration pour les nouveaux arrivants au Canada.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter notre site Web : www.institut.metropolis.net

Participation politique Réseau de recherche

DU 22 au 24 mars 2002, des chercheurs et des responsables politiques qui se penchent sur la participation politique se sont réunis à Ottawa pour le séminaire intitulé « Réunir le meilleur des mondes ». Le séminaire identifie les problématiques de l'élaboration d'un plan de recherche de cinq ans sur la participation politique des nouveaux venus et des minorités à travers le Canada. Dirigés par Anver Saloojee et Myer Siemiatycki (de l'université de Ryerson University), ces projets porteront sur :

1. l'importance de la représentation des immigrants et des minorités dans les conseils scolaires, les conseils municipaux, les législatures provinciales et la Chambre des communes;
2. La participation des nouveaux venus et des minorités dans le processus consultatif sur la « diversité » reliée aussi bien aux « secteurs majoritaires » du gouvernement du Canada; et,
3. La participation non traditionnelle comme variables explicatives de la participation politique (p. ex. participation dans des organismes axés sur le communautaire et les ONG).

Pour obtenir un exemplaire des actes, veuillez adresser votre demande à : canada@metropolis.net ■

COMBATTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION : UNE TÂCHE À L'ÉCHELLE MONDIALE!



Roger Van Boxtel
ministre des Politiques urbaines
et de l'intégration des minorités
ethniques aux Pays-Bas

DÉPUIS les événements du 11 septembre, les nuances semblent avoir disparu de plusieurs sociétés européennes, incluant les Pays-Bas – disparu derrière un mur de peur et d'ignorance, d'inimitié et d'aliénation. Certains groupes de notre société se sentent singularisés. Ils se démènent pour reprendre leur place, dans toutes leurs diversités.

La lutte contre les préjugés et l'intolérance n'a pas réussi. Cet échec est devenu clair comme le jour ces derniers mois. En ce moment, il est très important d'entamer un dialogue honnête avec les différents groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle nous sommes en train d'organiser des débats locaux aux Pays-Bas.

Le gouvernement néerlandais attache une grande importance à une approche dynamique pour refréner le racisme et la discrimination. Une grande partie de la population partage cette opinion. Malgré les stratégies élaborées pour lutter contre la discrimination dans la société néerlandaise, il y a encore beaucoup à faire.

Le racisme et la discrimination constituent un phénomène mondial qui ne tient pas compte des frontières nationales. C'est pourquoi les Pays-Bas recommandent une coopération internationale. Le besoin de coopération à cette échelle est particulièrement évident dans les discours prônant la lutte contre le racisme, contre la discrimination et contre la haine diffusée dans Internet. Bien que la

lutte contre le racisme et la discrimination soit une tâche à l'échelle mondiale, ce sont les villes qui en sont les protagonistes mondiaux. Aux Pays-Bas, nous croyons que la lutte contre ces manifestations d'intolérance est une tâche communautaire, qui interpelle les pouvoirs publics, le secteur privé, les organisations et les individus.

S'attaquer efficacement aux désavantages et à l'exclusion nécessite une concertation. Des mesures spéciales et isolées sont insuffisantes, il est nécessaire d'élaborer des programmes cohésifs adaptés en vue de la mise en œuvre simultanée de mesures dans divers secteurs.

C'est le principe clé de la politique intégrationniste néerlandaise telle qu'elle est décrite dans le document de politique du gouvernement « Avoir des chances et les saisir ». Le document de politique dresse la liste des objectifs pour la période de 1999 à 2002 et présente plusieurs programmes d'action en mettant l'accent sur des points spécifiques.

Un de ces programmes vise à améliorer la position des jeunes appartenant aux ethnies minoritaires. Un autre se concentre sur l'augmentation des niveaux d'emploi des minorités. Un troisième a pour but de consolider et d'accroître le soutien de notre société multiculturelle. Ces programmes couvrent une gamme complète de points visant à promouvoir une égalité de traitement et à combattre la discrimination. Toutefois, pour faire comprendre l'importance de ce problème, il existe aussi un programme d'action totalement consacré à la prévention et à la lutte contre les préjugés, la discrimination et le racisme.

Le document de politique souligne l'importance de l'éducation dans la prévention des préjugés et

(suite en page 24)

dans l'entretien de relations interethniques harmonieuses. Il présente de nouvelles mesures de lutte à la discrimination dans le milieu du travail, tant sur le plan du recrutement et des procédures de sélection que sur celui des relations dans les lieux de travail. Afin de donner aux victimes de discriminations une plus grande assurance quant à leurs droits, l'amélioration des procédures de plaintes et de médiations sont annoncées, combinées à des évaluations qui aideront à instaurer des instruments juridiques mieux définis.

Un rôle clé est également attribué aux initiatives locales. Les organismes et les pouvoirs publics locaux ont des relations plus directes avec le public; ils peuvent plus facilement attirer l'attention sur les problèmes, établir des règlements supplémentaires et intervenir en cas de besoin.

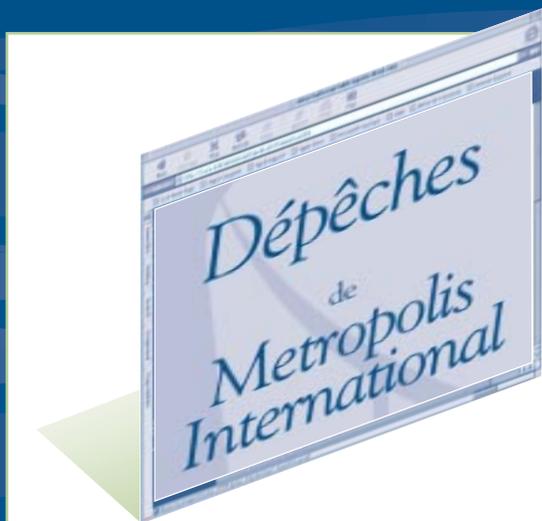
En tant que ministre des politiques urbaines et de l'intégration des ethnies minoritaires, j'attache une grande importance au contrôle minutieux des incidents provoqués par le racisme et la discrimination et à l'efficacité des contre-mesures.

Le point saillant de l'approche néerlandaise de lutte au racisme est l'action simultanée et concertée sur plusieurs fronts. La solution ne repose pas sur un recours particulier ou sur les activités d'un organisme précis. Ce qui est nécessaire, c'est une approche concertée impliquant plusieurs activités différentes et une grande partie de la population. Les mots clés sont :

la coalition à grande échelle, les initiatives publiques et privées, l'action coordonnée des pouvoirs publics à plusieurs niveaux, la participation des ONG et, enfin et surtout, celle de citoyens vigilants et forts d'esprit. Ils constituent une infrastructure contre le racisme.

Quelques exemples illustrent bien la manière dont les Néerlandais cherchent à créer et à affermir la coalition anti-discrimination. La politique a été conçue et instaurée dans un cadre complexe de consultations et d'activités de coopération tant avec les ONG qu'avec les pouvoirs publics, les bénévoles, les professionnels, le secteur privé, les organisations ainsi que les individus.

Tel qu'annoncé en octobre 2000 à la Conférence européenne contre le racisme et en août 2001 à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les intolérances connexes tenue à Durban, les Pays-Bas lanceront un programme d'action national. Nous voulons mettre en place une plate-forme nationale qui offrira aux gouvernements et aux autres protagonistes clés l'occasion de se rencontrer et de délibérer sur les moyens de lutter contre le racisme et la discrimination raciale. Cette plate-forme pourra fixer les éléments nécessaires à notre programme d'action nationale. Si nos réussissons dans notre projet, nous aurons créé un autre instrument important dans notre infrastructure pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à tous les niveaux de la société. ■



Dépêches se numérise!

DÉPÊCHES de Metropolis International proposera dès 2003 une version électronique. Ce bulletin continuera d'être publié sur une base bimestrielle afin de fournir de l'information sur les recherches en cours, les événements à venir et les nouvelles publications.

Pour recevoir cette publication par courriel, veuillez envoyer votre demande à : dispatches@metropolis.net et inscrivez « ABONNEMENT » dans la rubrique Objet.

PUBLICATIONS



Revue de l'intégration et de la migration internationale

EN cette troisième année de publication, la *Revue de l'intégration et de la migration internationale* (RIMI) a publié sept numéros portant sur un large éventail de sujets ayant trait à la migration dans les villes principales à travers le monde. Les sujets ont exploré les préoccupations qui touchent les populations d'immigrants dans les pays suivants et dont le Canada fait partie : les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Autriche, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Chine. Chaque numéro comprend également des comptes rendus de livres et une liste de livres soumise à la RIMI.

La RIMI est un forum dynamique de discussions avant-gardistes en matière de politique. Par exemple, la RIMI travaille de concert avec Norman Moyer, ancien sous-ministre adjoint de l'identité canadienne au ministère du Patrimoine canadien, afin que Jeffrey Reitz affiche un document sur la politique sur son site Web intitulé « L'utilisation des compétences des immigrants sur le marché du travail canadien : Implications des recherches en capital humain ». Les ONG, les chercheurs et les responsables des politiques ont été invités à apporter des commentaires sur la communication et ces derniers ont été réunis par Richard A. Wanner dans « Diagnostic et prévention contre le « gâchis des cerveaux » au sein de la population immigrante du Canada : Une synthèse des commentaires sur les propos de Reitz ». Ces documents de travail, accompagnés des communications complémentaires de Reitz, sont publiés dans la RIMI (vol. 2 n° 3 Été 2001). Ce numéro comprend aussi, « La traite des femmes : Les répercussions fondées sur le sexe des politiques d'immigration canadiennes » de Jacqueline Oxman-Martinez, Andrea Martinez et de Jill Hanley ainsi que « Emploi, Ethnicité et le contexte métropolitain : Le cas de jeunes immigrants canadiens » de Harald Bauder.

Pour les articles publiés dans la RIMI ou pour vous y abonner, veuillez vous adresser à :
Revue de l'intégration et de la migration internationale,
Prairie Centre d'excellence pour la recherche sur l'immigration et l'intégration, 1-17 Humanities Centre, University of Alberta, Edmonton, Canada, T6G 2E3
Téléphone : (780) 492-0635
Télécopieur : (780) 492-2594
jimi@ualberta.ca
<http://jimi.metropolis.net>



Villes divisées : Les pratiques de l'Est pour l'inclusion sociale des minorités ethniques dans les communautés locales

VILLES *divisées* est un recueil des principales communications présentées lors de l'atelier du même nom qui s'est tenu à la Quatrième conférence interna-

(suite en page 26)

(suite de la page 25)

tionale Metropolis à Washington, D.C. en décembre 1999.

L'objectif premier de l'atelier était l'échange de connaissances pratiques comparatives et de discuter des modèles analytiques qui y sont associés ainsi que des « meilleures pratiques » basées sur une recherche empirique en ce qui concerne les initiatives en matière de politique dans le développement local urbain, les modes de la citoyenneté multiculturelle et de l'inclusion multiethnique locales.

Les communications sur les expériences reliées à la politique et sur les nouvelles perspectives sur l'inclusion sociale, de même que les échanges qui ont suivi, ont identifié les faits saillants de l'évolution de la politique et, par conséquent, de cet atelier. Ces expériences et perspectives ont été représentées par les politiciens, les responsables des politiques municipales locaux, les entreprises locales et les initiatives tant collectives qu'individuelles des citoyens locaux.

L'orientation de cet atelier a tôt fait de rejoindre les centres d'intérêt des chercheurs en sciences humaines et sociales et des politiciens, des responsables des politiques municipales et des représentants des ONG ainsi que des associations ethniques de plusieurs villes. Cette publication, éditée par Kristine Døsen et Irene Molina, pourrait intéresser quiconque se préoccupe des problèmes

auxquels se heurtent les villes en transition.

*Pour obtenir un exemplaire, veuillez vous adresser à :
Kristine Døsen,
kristinedosen@hotmail.com*



*Metropolis Portugal,
Une recherche comparative
internationale et un projet
politique pour les minorités des
villes en migration*

CE document s'attache à décrire l'appartenance et les activités de Metropolis Portugal. Il souligne les questions clés liées à la migration et à l'établissement au Portugal et détermine trois projets de recherche.

Immigration et politiques urbaines dans les régions métropolitaines de Lisbonne et de Porto

Ce projet s'attarde sur la manière dont les communautés d'immigrants et les minorités ethniques se comportent en tant qu'agents propices au changement urbain sur le plan du logement, des affaires, de l'aspect socio-culturel et des différenciations symboliques. Il explore également la manière dont les planificateurs urbains ont réagi à la dynamique du changement économique et social.

*Le projet est dirigé par Jorge Gaspar, Alameda da Universidade
jgaspar@reitoria.ul.pt*

Processus de mondialisation et stratégies d'adaptation des migrants : le rôle de Lisbonne dans la redistribution de la main-d'œuvre migrante en Europe

Ce projet établit une comparaison des politiques liées à l'emploi entre Lisbonne, Berlin et Zurich pour déterminer leur impact sur les secteurs favorisant à l'immigration, de même qu'une comparaison des processus migratoires des Camp Verdians depuis Lisbonne vers Milan et Rotterdam.

*Le projet est dirigé par
Maria Baganha,
Universidade de Coimbra,
mbaganha@sonata.fe.uc.pt*

Citoyenneté et migration

Ce projet présente une approche « optimiste » sur la recherche en migration en s'arrêtant sur la dynamique de l'inclusion des populations d'immigrants dans

les réseaux économiques, civiques et transnationaux.

*Le projet est dirigé par
Margarida Marques,
Universidade Nova de Lisboa,
mm.marques@fcsh.unl.pt*

Ce rapport comprend une liste préliminaire des publications et des présentations provenant de chaque projet, ainsi qu'une notice bio-bibliographique pour chaque membre du groupe de coordination et les chercheurs associés.

*Pour en recevoir un exemplaire,
veuillez vous adresser à :
canada@metropolis.net*



Migration des travailleurs qualifiés : Incidence économique sur la migration et enjeux politiques

LE 22 mars 2001, un séminaire portant sur « la migration des travailleurs qualifiés » était organisé par l'Institute for Public Policy Research, Metropolis, le

programme des communautés transnationales du conseil de la recherche économique et sociale et grâce à d'autres partenariats issus du bureau principal du gouvernement du Royaume-Uni.

Présidé conjointement par Meyer Burstein et Brian Caffarey, ce séminaire d'un jour visait à faire état des recherches actuelles sur les effets économiques de la migration et à échanger de nouvelles idées sur la conception et la gestion des programmes liés aux travailleurs qualifiés. Le séminaire mettait en évidence une façon de traiter la politique axée sur les « migrants économiques » et la migration des personnes « hautement qualifiées ».

Parmi les participants, on comptait des représentants principaux du gouvernement du Royaume-Uni ainsi que des universitaires et des chercheurs recrutés depuis le réseau Metropolis. Ceux-ci ont abordé la question de l'impact économique de la migration, les considérations générales et le mécanisme lié aux programmes d'admission économique. Chaque spécialiste a fait courte présentation basée sur le domaine direct ou l'expérience en recherche, en portant une attention particulière aux cas provenant d'Australie, du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Les actes, rédigés par Alisdair Rogers (Université d'Oxford), comprennent des synopsis de chaque exposé et un court procès-

verbal de la discussion organisée autour de chaque question.

*Pour obtenir un exemplaire de cette publication, veuillez vous adresser à :
canada@metropolis.net*



Diversité ethnoculturelle, raciale, religieuse et linguistique et séminaire sur l'identité

LE projet Metropolis a permis de réunir des experts du domaine de l'identité dans le but d'élaborer une stratégie de recherche à long terme et ce, afin d'orienter les recherches actuelles et émergentes sur la constitution et la construction de l'identité ethnique au Canada. La publication d'un numéro spécial sur les études ethniques canadiennes est issue de ce séminaire, tenu à Halifax du 1^{er} au 2 novembre 2001.

*Pour s'abonner à la revue,
adressez votre requête par
courriel à : ces@ucalgary.ca* ■



UE COURAGE
EFUGIES
ION DIVERSITÉ
HUITIÈME ÉQUITÉ
CONFERENCE
INTERNATIONALE
METROPOLIS

du 15 au 19 septembre 2003
Vienne
Autriche

Pour de plus amples renseignements :
www.international.metropolis.net